

DE QUELLES VIOLENCES PARLE-T-ON ?

MANIFESTATION PARISIENNE DU 1ER MAI 2018.

Depuis le 1er mai, nous sommes sollicités par les médias pour prendre position sur les incidents autour de la manifestation parisienne. Nous le sommes clairement plus que pour nos récentes expressions en soutien des Zadistes de NDDL (plus de 300 blessés), de Rémi Fraisse, de Bures, des violences commises contre les militants syndicaux et associatifs. Les répressions syndicales intéressent moins l'utilisation politique de l'information.

Pourtant, savoir si SUD-Rail est plutôt d'accord avec le marteau ou la vitrine n'a peu d'intérêt.

Ce que le monde politico-médiatique appelle les casseurs est l'expression radicale d'un mécontentement global.

Alors, qui sont ces gens masqués ? Celui qui sert le café dans le bar du coin, un étudiant, un chômeur, un jeune, un vieux ou le livreur que vous croiserez sur la route demain...

Il s'agit surtout de ceux qui souffrent, qui subissent les politiques violentes et antisociales. D'ailleurs, ce phénomène n'est pas propre à la France, il est réel dans d'autres pays qui, comme le dit Macron : « ont déjà mené les réformes ». Cela devrait interpeller. La récupération politique présentant quelques voitures brûlées, des vitrines brisées, des dégradations de mobiliers urbains comme la menace grandissante d'un danger d'ultra gauche est évidente. C'est dans la continuité de la vieille théorie du « grand méchant monde » justifiant les mesures liberticides. Elle sert également à détourner et nier le mécontentement grandissant ; ces souffrances sociales insupportables qui poussent jusqu'au suicide (une soixantaine à la SNCF en 2017). Cette utilisation aiguise la peur pour également dissuader de manifester. Mais qui blesse les manifestants aujourd'hui ?

Le projet des libéraux, organisé pour le profit des plus riches, est une vision extrémiste de l'injustice sociale.

Le gouvernement précarise l'emploi, rendant incertains les carrières, la rémunération, les contrats de travail, la protection sociale, la couverture sociale, la santé, les retraites, détruisant les services publics. Il impose une sélection pseudo élitiste à l'éducation nationale (mais surtout de ghettoïsation sociale) qui accentuera les inégalités et interdira aux plus exclus de sortir de leurs conditions sociales. Sa politique des transports est basée sur la mise en concurrence des travailleurs, qui accentuera les inégalités territoriales et qui est incompatible avec une politique écologique pourtant nécessaire.

La violence avance à marche forcée, à coup de répression contre les militants (à la poste ou ailleurs), de politiques managériales ultra agressives dans les entreprises, de plans sociaux laissant des familles entières dans la détresse pendant que les actionnaires s'engraissent, de violentes attaques contre les manifestants (dans les universités, mais également lors des

différentes manifestations avec ou sans casseurs) etc. etc...

L'actualité démontre également la logique bienveillante contre les milices d'extrême droite et ultra répressive contre des migrants en détresse sociale et humaine, mais également contre celles et ceux qui ont l'audace de les aider.

La violence est d'abord une conséquence du système. C'est le capitalisme et la financiarisation des politiques et de nos vies, les mesures d'austérité au profit des plus favorisés qui sont violents.

En persistant dans cette politique rétrograde, réactionnaire, liberticide, le gouvernement Macron prend le risque d'alimenter les mécontentements et leurs expressions. Il portera la responsabilité de chaque incident.

La Fédération SUD-Rail somme ce gouvernement de revenir à la raison, de revoir sa politique antisociale pour une société plus juste, un partage des richesses pour le progrès social et le bien-être de toutes et tous !

Documents à télécharger

 Communiqué "De quelles violences parle-t-on ?".